

1862.

Il n'est jamais sans intérêt, au commencement d'une année de jeter un regard sur le passé et de noter les principaux événements qui se sont accomplis pendant l'année écoulée.

Janvier.— 1er. Sidell et Mason, sont remis entre les mains du Gouvernement Britannique à bord de Ranaldo et du Providence.

Fevrier.— 14. Prise du Springfield, Miss. par les fédéraux. \$2,000 sont prélevés pour l'érection d'une statue à la Reine.

Mars.— 3. A. Johnston nommé gouverneur du Tennessee; 6. Le Président recommande au Congrès d'engager les États à esclaves à émanciper les noirs et de leur donner une compensation.

Avril.— 2. Mises en jugement de la Reine à Montréal; Arrivé de McClellan à la Reine à Montréal; 16. Le Président recommande au Congrès d'engager les États à esclaves à émanciper les noirs et de leur donner une compensation.

Mai.— 1er. Ouverture de la Grande Exposition à Londres. 2. L'hon. P. C. Macdonald fait motion qu'on fasse la 21e lecture du Bill pour la réorganisation de la milice.

25. Attaque à Winchester retraiant vers Harper's Ferry. L'armée de McClellan traverse le Gap de Front et entre dans Frederickburg. 56. L'armée du Général Banks traverse le Potomac pour échapper à la poursuite des confédérés.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

29. L'hon. A. A. Doon, élu par acclamation pour l'Assemblée législative de la province de Québec.

Ons devoir faire connaître in casibus à nos lecteurs; la voici: Les Soirées Canadiennes continueront à être publiées, de la même manière et aux mêmes conditions que par le passé.

L'abonnement étant payable d'avance, les livraisons du recueil ne seront adressées qu'aux personnes qui auront fait tenir la somme d'UNE PIASTRE aux éditeurs-propriétaires soussignés.

On peut s'abonner en tout temps; mais il est de l'intérêt des souscripteurs et des éditeurs que la chose se fasse le plus tôt possible.

On peut se procurer, au prix de souscription, les séries brochées de 1861 et 1862, et les mêmes séries reliées, moyennant un prix additionnel variant avec le genre de reliure qu'on veut avoir.

Les personnes qui s'intéressent aux Soirées Canadiennes sont priées de faire connaître cet avis à leurs amis, et les journaux qui reçoivent les Soirées voudront bien, en retour, faire connaître la substance de cet avis à leurs lecteurs.

Editeurs-Propriétaires. Nous sommes informés que les premières livraisons de 1862 seront remplies par un morceau de poésie sur un sujet canadien et par une étude législative de mœurs canadiennes.

On ne doit pas oublier, comme on l'a vu ci-dessus, que les Soirées Canadiennes ne sont expédiées qu'aux personnes qui ont payé leur abonnement de l'année.

Nous traduisons du journal l'Union l'article judicieux qu'on va lire sur les édifices d'Ottawa.

«Les calculs et le mesurage des travaux des édifices d'Ottawa ne se font pas finis avant un mois, et le rapport de la commission va être retardé d'autant.» The Globe de jeudi, 11 décembre.

«Au temps indiqué par le Globe, reprend l'Union, le mesurage serait-il terminé? Nous ne le pensons pas; les causes qui ont retardé son achèvement existent encore et continueront à exister jusqu'à ce que le gouvernement soit convaincu de l'absurdité de cette enquête et de l'inutilité de la commission qui terminera ses travaux après qu'elle aura coûté à la province soixante ou quatre-vingt mille piastres.

«En juin dernier, lorsque la commission, chargée de faire une enquête à l'égard des édifices publics à Ottawa, fut nommée, nous nous souvenons avoir entendu dire, plus d'une fois, à M. Sandfield MacDonell, que cette enquête durerait un mois ou deux, pendant ce temps, la commission dévoilerait des faits assez étonnants pour confirmer la nécessité de la nomination; en un mot, qu'elle allait envelopper dans une accusation de collusion et de fraude, toutes les personnes concernées dans la construction de ces édifices, depuis les architectes et les entrepreneurs jusqu'aux ministres de la couronne jusqu'aux entrepreneurs commis des travaux!

«Nous connaissons les œuvres de cette commission, dont l'existence nous a été révélée de fois à autre lorsque qu'on a vu qu'elle avait découvert que des sommes considérables avaient été payées aux entrepreneurs par un commissaire non-responsable, lequel commissaire n'avait pas même constaté si leurs réclamations étaient justes ou raisonnables, ou même s'ils avaient des réclamations, et tout cela sans le consentement de ses collègues, laissant ainsi le public sous l'impression qu'il y avait quelque chose de louche dans cette affaire.

«Une autre fois, c'était un livre ou un document enlevé frauduleusement par quelques employés intéressés à le faire disparaître, et au moyen duquel on découvrait tout mystère accompagné de fraudes grossières; mais à part ces faits et quelques autres également absurdes lancés de temps en temps pour faire oublier les lenteurs de la commission et tromper les ministres en les tenant dans l'attente de plus grandes découvertes, cette commission n'a encore rien fait autre chose d'empêcher une forte somme d'argent.

«Nous savons maintenant que le mesurage ne sera pas terminé de si tôt. Six ou huit personnes y travaillent sans relâche depuis six mois et elles ne sont pas encore prêtes à faire connaître le résultat de leurs travaux. Ce retard serait-il dû aux dimensions gigantesques des constructions? Si c'est le cas, pourquoi donc se tant récrier contre le prix de revient des édifices, dont les dimensions doivent être, nécessairement, beaucoup plus considérables qu'on se l'était imaginé? ou bien, encore, serait-ce à la complication des constructions, qui rend le mesurage difficile, que ce retard doit être attribué? Impossible, on nous a dit que ces édifices n'étaient pas à moitié relevés, et que tout ce que le pays allait retirer en échange des sommes énormes qu'il a enfouies dans ces constructions, se bornait à beaucoup de murailles mal édifiées et à des excavations considérables, mais inutiles! Si c'est tout ce

qu'il y a, le mesurage, assurément, ne doit pas être difficile, et des personnes compétentes ne mettraient pas grand temps à le faire!

«Vient-il, alors, de ce que les hommes employés par la commission sont impropres à la besogne qu'ils ont entreprise? Nous pensons que ce fait en est partie la cause; mais il en est un autre qui, bien plus que lui, contribue à ce retard. Ces hommes sont assez avisés pour comprendre qu'il est beaucoup plus facile pour une commission de commencer ses travaux que de les terminer ou même de les suspendre en elle est composée, surtout lorsque, comme celle d'Ottawa, elle est composée de personnes pour qui la rémunération est une bien plus précieuse affaire que le résultat de l'enquête.

Les témoignages entendus pendant plusieurs semaines, et dont beaucoup ont été obtenus d'une manière clandestine et irrégulière; c'est-à-dire, autour du comptoir d'un hôtel, la nuit, par un commissaire rien moins que délicat quant aux formalités, d'un grand nombre d'ouvriers et journaliers sans ouvrages, et par conséquent affamés, d'entrepreneurs ruinés et autres, et dont plusieurs d'entre eux étaient prêts à déléguer autant de fausses qu'on voudrait moyennant un dollar par jour, d'un ou deux employés infidèles qui ont appliqué le temps qu'ils devaient au gouvernement à communiquer à ceux qu'ils savaient être hostiles à leurs protecteurs et chefs, tous renseignements et faits véridiques ou non qui pouvaient leur nuire, conduite dont nos lecteurs connaissent le résultat.

«Ces témoignages n'ayant pu incriminer personne on ne voulait pas perdre l'occasion d'exercer le patronage, et nous voyons que le mesurage a été décidé expressément pour employer un grand nombre d'individus, dont plusieurs ont un salaire auquel seulement quelques hommes de profession auraient droit de prétendre.

Un secrétaire, trois mesureurs spéciaux, deux mesureurs permanents, trois commis des travaux, deux commis adjoints, (à part des messagers) et tout le salaire collectif s'élève de \$8 à 100 piastres par jour, ont été employés à ce mesurage depuis le commencement de juillet, et rien n'indique encore qu'il sera terminé d'ici à des mois. Ajoutez à cette dépense les faux-frais considérables qui en découlent, et ce ne sera pas encore tout, car jusqu'aux neiges, ces messieurs ont employé une armée de terrassiers, de porte-mètres et autres pour se faire aides. Avec ce qui précède, nous devons aussi mettre en compte les frais de M. Page durant les quatre mois qu'il a été à Ottawa avec deux aides, et pendant lesquels il a dû négiger de nombreux et importants travaux dont il est chargé, et après, nous pourrions affirmer qu'il était impossible de gaspiller plus inconsiderément les deniers du public. La soi-disant extravagance des premières estimations n'est rien comparée à celle-là.

«Et encore, si le mesurage était terminé, ou à la veille de l'être; mais il ne l'est certainement pas; et lorsqu'il le sera, à quel servira-t-il? Les entrepreneurs voudront-ils, l'accepter? Quelle garantie auront-ils, eux comme les autres, de son exactitude?

«Au dire de plusieurs hommes de profession éminents, tout architecte ou mesureur habile, avec un aide et un commis, peut, dans 10 semaines, mesurer chaque pouce des édifices et dresser et élaborer une analyse et un rapport exacts, sans être obligé de travailler constamment et pendant de longues nuits comme trouvant nécessaire de le faire ces pauvres mesureurs d'Ottawa.

«Pourquoi des officiers du département, qui ont déjà fait ce travail plusieurs fois, n'ont-ils pas été appelés à faire celui-là? Ont-ils commis quelque crime pour qu'on les mette ainsi de côté, sans emploi ou sans salaire et pour qu'on fasse leur besogne par des étrangers? Est-ce qu'il y a une nécessité que ces hommes, dont la réputation professionnelle est faite par des personnes capables d'en juger, dont la conduite est irréprochable, et dont les travaux réunis font honneur au pays, soient évincés par les mignons de la commission? Si cette nécessité n'existe pas, pourquoi n'avoir pas employé l'ingénieur des Travaux-Publics, M. Page, homme dont le jugement et la véracité sont satisfaisants tous les partis? Il a déjà fait ce travail, et bien qu'il fut entièrement nouveau pour lui et que les mesurages fussent beaucoup plus compliqués que ceux qu'il y a à faire aujourd'hui, il n'en a pas moins aidé les architectes, terminés ce travail en trois mois, et avec une précision dont témoignent son rapport inséré dans le livre bleu.

«N'aurait-on pu choisir quelqu'un de plus capable que lui de découvrir les fraudes, s'il y en eut eues? sans compter qu'il aurait longtemps que le pays aurait de lui un rapport, auquel chacun pourrait se fier. Avec lui, le gouvernement se serait épargné des dépenses énormes, et aussi le reproche d'agir avec trop d'esprit de parti.

Le Courrier d'Ottawa.

J. E. Derion, Rédacteur.

Samedi matin, 10 Janvier 1863.

A nos lecteurs. En conséquence de la fête de mardi dernier (l'Épiphanie) des deux jours de repos—lundi et mercredi—qui ont été employés à travailler dans l'intérieur de notre candidat à la mairie, et du départ de notre chef d'atelier qui est descendu vers sa famille, nous nous trouvons dans l'obligation d'adresser à nos lecteurs que cette demi-feuille.

La Mairie. Enfin la lutte est terminée. M. Friel, le candidat supporté par le Courrier et par le grand nombre de nos compatriotes a été élu par une majorité de 105 voix sur son concurrent M. Fellowes ex M.P.P. pour Russell.

Nos lecteurs en voyant l'état du Poll se sont surpris d'apprendre que M. Fellowes ait pu trouver autant de partisans, mais ils voudront bien considérer que ses amis parlaient de religion, son opposant étant catholique, que l'argent ne faisait point défaut et que la corruption a exercé sur un grand nombre son influence ordinaire. Mais la majorité des électeurs n'a point voulu se laisser conduire par le «vil métal» et n'ont obéi qu'à l'impulsion de leur conscience, prouvant par là en hommes libres qu'ils savent vaincre la corruption la plus éhontée.

Il serait à souhaiter maintenant que la lutte soit terminée, après la leçon que vient de recevoir les amis de M. Fellowes, que les hommes gens de tous les partis visent à s'unir pour abattre la tête de l'hydre infâme de la corruption, et que la lutte se fera exclusivement sur des principes et ne sera plus une question de gros sous.

Après la clôture des Polls les amis de M. Friel se réunirent en face de l'hôtel Kirby, où ils furent adressés par le vainqueur des deux jours, ainsi que par M.M. Powell, Donnan, Beaubien, Turgeon, Egleson, Henev et Martineau, après qu'ils se séparèrent aux cris souvent répétés de «Horrah pour Friel!»

A part quelques petits coups de poings et quelques cris de polissons, nous n'avons point à déplorer aucun de ces graves accidents qui arrivent ordinairement dans ces temps d'excitation; aussi, nous n'avons pu comprendre pourquoi l'on cherchait à troubler la paix publique en envoyant quelques volontaires au maintien des polls, se pavant dans les rues en face des Polls de Baso-ville, tandis que quelques hommes de police pouvaient faire l'affaire.

«Que diable allaient-ils faire dans cette galère?» et par quelle attitude venaient-ils ainsi mettre le feu aux épaules? La justice informé.

Table with 3 columns: Quartiers, Friel, Fellowes. Rows include Ottawa, By, George, Wellington, etc.

Le Messieurs suivants ont été élus pour l'année courante. QUARTIER BY. ECHÉVINS—P. A. Egleson, et I. Traversy. CONSEILLERS—Henry et E. Martineau.

QUARTIER OTTAWA. ECHÉVINS—Kennedy et Guerin. CONSEILLERS—Dunn et Berthoin.

QUARTIER ST. GEORGE. ECHÉVINS—Lees et Preston. CONSEILLERS—Arrell et Starmer.

QUARTIER WELLINGTON. ECHÉVINS—Scott et McCormick. CONSEILLERS—Duck et Abbott.

Institut Canadien. Jeudi soir, M. Guillaume Demers Président du Cercle littéraire de la jeunesse Canadienne d'Ottawa, a lu devant les membres de l'Institut Canadien, l'auditoire était nombreux et la majorité des personnes présentes appartenait au «beau sexe»; ce qui prouve beaucoup en faveur de M. Demers.

Plusieurs journaux ont reproduit la lettre suivante adressée par un British Canadian au Standard de Londres.

«Que peut signifier l'allusion contenue dans l'article que vous avez copié du journal (britannique) la France; l'allusion à une correspondance récente que l'on affirme avoir eu lieu entre Sa Grâce le duc de Newcastle et le gouvernement canadien au sujet de la défense militaire du Canada.

«Je n'ai rien vu de semblable dans les derniers journaux de la colonie, et cependant l'assertion est accompagnée de tant de courtoisie qu'on ne saurait la mettre en doute. Peut-être pourrions-nous ajouter quelque lumière sur le sujet. Voyons quelle est la réalité probable de cette nouvelle canadienne si importante, qui a pour la première fois vu le jour au moins de ce côté-ci de la mer, si promptement après son éclosion.

«Le duc écrit sa lettre le 22 octobre. La lettre canadienne, par la voie de London, part le jour suivant, et arrive à Québec le 5 novembre. Le 8, l'hon. M. Siotte, le chef de la section franco-canadienne du cabinet provincial, et l'hon. M. Howland, le ministre des finances, partent pour l'Angleterre, et y arrivent à temps pour annoncer le résultat de la proposition du duc dans un discours à la Chambre des Communes, le 12 novembre, à Newcasale, au sujet de la grande impériale qui permet d'obtenir de l'argent pour construire le chemin de fer intercolonial.

M. Siotte part pour Paris la semaine suivante et le lundi, le 1er décembre, la France annonce le résultat de la proposition du duc dans un discours remarquable par sa fermeté, où la «question est examinée sur toutes faces», et qui conclut par l'assertion que le cabinet canadien ne peut pas entretenir la «proposition de Sa Grâce».

Le Rev. Dr. Cahill. Le Rev. Dr. Cahill s'est bien connu dans le monde littéraire a donné hier soir une lecture au Théâtre devant un nombreux auditoire sur «l'Équilibre du système solaire».

«Un pays qui produit de tels hommes, a dit le Dr. Cahill, qui donna le jour à un O'Connell et à un Sheridan, à une fécondité trop précieuse et trop puissante à la fois pour dépeindre sous les coups de la tyrannie. Erin go bragh!»

«Le mot PARTI DU CŒUR.—Le correspondant de New-York d'un journal anglais raconte l'anecdote suivante: «Dernièrement a été présenté à M. Lincoln un solitaire.

«Monsieur le président, lui dit-il, j'espère que vous accueillerez favorablement ma demande, car j'ai été un des agents les plus actifs, lors de votre élection présidentielle, et tous mes amis ont voté pour vous.

«C'est donc à vous, monsieur M. Lincoln, que je dois mon élection.

«—J'ose m'en flatter, répondit le solitaire.

«—Ma foi, monsieur, repartit M. Lincoln, vous n'avez rendu là un fort mauvais service.

«—Nous ne savons si le président a réellement dit le mot qu'on lui prête; mais nous sommes certains qu'il a dit plus d'une fois le penser.

«L'empereur Napoléon vient d'envoyer aux Académies de Rustico, par l'entremise de M. le Consul de France à Québec, un nouveau don, consistant en une somme de trois mille francs (1500). C'est la seconde fois que ces généreux descendants d'une race dont la noble infortune excite l'admiration de l'histoire sont l'objet de l'impériale munificence de Napoléon III. La première fois, c'était M. Rameau qui avait obtenu de la Direction des Dons et Secours de Sa Majesté un présent de mille francs, partie en livres, que M. Gauldre-Boileau avait fait parvenir aux Académies et à M. Belcourt, leur zélé missionnaire. Le nouvel acte de générosité de l'Empereur est en réponse à une demande que lui avait faite les Académies, en le remerciant de sa première libéralité.

canadiens qui possèdent des principes ne se vendent pas... Nous gardons nos billets pour nos affaires commerciales, et vous donnez vos 25 cts pour ce qu'ils ne valent pas; nous formerons par nos voix une majorité d'électeurs honnêtes en faveur de notre candidat, et vous aurez l'avantage d'avoir sacrifié... 25 cts sans profit pour votre propre cause.

Le Candidat (avec dédain) Bonjour monsieur.

Il y a quelques jours, M. L*** disait au Châteaun et causait avec un ami, qui dans la chaleur de la conversation oubliait de manger une aile de poulet, placé sur son assiette. Le garçon croyant qu'il avait fini la lui enleva.

—Et garçon, dit l'ami, vous ne savez donc pas lire!

—Pourquoi, monsieur?

—Danne, vous prenez les L pour les O.—(Le Passe-Temps.)

—Gargon! Gargon! criant un voyageur de la cabine d'un bateau à vapeur.

—Voilà! voilà! Monsieur. Qu'y a-t-il pour votre service?

—Apportez-moi la liste des voyageurs.

—Pourquoi faire, monsieur?

—Je veux voir si ces damnés paysans ont retenu ce lit avant moi; si non, je veux qu'on les fasse déguerpir de suite!

UN MOT PARTI DU CŒUR.—Le correspondant de New-York d'un journal anglais raconte l'anecdote suivante: «Dernièrement a été présenté à M. Lincoln un solitaire.

«Monsieur le président, lui dit-il, j'espère que vous accueillerez favorablement ma demande, car j'ai été un des agents les plus actifs, lors de votre élection présidentielle, et tous mes amis ont voté pour vous.

«C'est donc à vous, monsieur M. Lincoln, que je dois mon élection.

ausité sur son cheval et parcourut en toute hâte les paroisses de son arrondissement. Elle disait aux bons paysans:

«Mes amis, ma famille ne vous a jamais trompés; mon frère Henri est mort en combattant pour vous; aujourd'hui que Louis, qui vous a comblés de bienfaits, est à votre tête, abandonnez-vous au moment du danger!»

Les paysans ne furent point sourds à cette voix; le nom seul de Laroche-Jaquelein éveilla leur courage; en peu d'instants, deux mille hommes se présentèrent; de toutes parts, ce cri se faisait entendre: «Allons le sauver!»

Lorsqu'ils furent rassemblés, made-moiselle Lucie fit lire devant eux la proclamation suivante:

«Mes amis, braves Vendéens! Nous venons de recevoir des ordres de mon frère, qui ordonne de réunir les paroisses pour aller chercher les armes et les munitions envoyées à l'armée du roi. Marchons donc braves Vendéens! allons assurer le retour de nos amis, de nos enfants et de nos frères.

«Il est resté parmi vous, et il vous est arrivé plusieurs officiers pour vous commander: vous ne les connaissez pas tous, mais mon frère les connaît. Je les connais aussi, et montrerons au monde entier que les Vendéens, avec la confiance en Dieu, combattent pour leur religion et pour leur roi, sont invincibles.

«Vous verrez que je suis de la famille de ceux qui vous ont dit: «Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi!»

«Vive le roi!

«Signé: Lucie de LAROCHE-JAQUELEIN.

«Saint-Aubin de Baubigné, 4 juin 1815.»

Cette proclamation produisit l'effet qu'il était permis d'en attendre; elle électrisa tous les cœurs, l'armée se mit en route aux cris mille fois de: Vive le roi!

Surmontant la faiblesse et la timidité naturelles à son sexe, Mlle Lucie marcha à la tête et alla affronter des dangers auxquels les hommes les plus braves ne s'exposent qu'en frémissant. Elle pressait la marche; au sinistre pressentiment lui faisait craindre d'arriver trop tard.

En entrant aux Herbiers, elle apprit que l'armée du marquis avait quitté le camp. Cette nouvelle fit sur elle une impression terrible; elle entrevit tout son malheur. Cependant, un reste d'espérance la soutenait encore: «Courage! mes amis, criez-le aux soldats, avançons, allons battre l'ennemi; courons sauver mon frère!»

Vain espoir! inutiles efforts du dévouement le plus noble et le plus héroïque! Quelques jours après elle apprit que ce frère infortuné n'était plus! Abîmée dans une tristesse profonde, elle reprit doucement le chemin qu'elle avait parcouru la veille, et retourna à Saint-Aubin, escortée d'une partie de ses bons paysans qui, en se retirant, exhalèrent leurs regrets par des sanglots...

Nouvelles des Etats-Unis.

Le Monitor a saisi le Président Lincoln va prendre le commandement de l'armée.